

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-036

DU 28 JANVIER 2022

AJUSTEMENT DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA RECHERCHE SUR DES THÉMATIQUES D'INTÉRÊT MAJEUR

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 portant labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU la délibération n° CP 2017-071 du 8 mars 2017 portant soutien aux nouveaux Domaines d'intérêt majeur 2017-2020 et subventions d'amorçage 2017 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-348 du 22 septembre 2021 portant prolongation du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

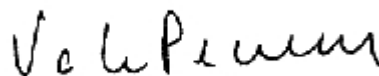
VU le rapport n°CP 2022-036 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Modification du règlement d'intervention « Soutien à des Domaines d'Intérêt majeur »

Modifie le règlement d'intervention relatif au dispositif « Soutien à des Domaines d'Intérêt Majeur » approuvé par délibération n°CR 229-16 du 15 décembre 2016 tel que joint en annexe n°1 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134483-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention du dispositif de soutien aux programmes de recherche

Règlement d'intervention relatif au dispositif Soutien aux programmes de recherche

1. Objectifs de l'intervention régionale

Le dispositif « Soutien aux programmes de recherche » vise à :

- identifier des thématiques de recherche d'intérêt majeur pour l'Île-de-France,
- encourager la structuration d'équipes et de réseaux de recherche franciliens autour de ces thématiques;
- renforcer l'attractivité des laboratoires franciliens par l'apport de compétences scientifiques et technologiques et d'équipements de pointe,
- améliorer la visibilité de l'Île-de-France et des équipes de recherche franciliens à l'Europe et à l'international ;
- stimuler l'interdisciplinarité et le développement des échanges entre laboratoires de recherche et acteurs économiques ;
- renforcer les liens entre la recherche et le développement économique en favorisant le transfert de technologie et l'innovation ;
- favoriser la valorisation des connaissances et dissémination des résultats de la recherche, y compris auprès du grand public et des jeunes.

2. Eligibilité :

2.1. Bénéficiaires

Sont éligibles les établissements franciliens d'enseignement supérieur et de recherche publics et/ou privés à but non lucratif situés en Île-de-France qui sont les organismes gestionnaires des programmes de recherche soutenus.

La subvention régionale est attribuée à l'organisme gestionnaire qui verse, le cas échéant, les subventions nécessaires à la réalisation des projets de recherche. Dans ce cas, les porteurs de projets éligibles, bénéficiaires « finaux » du dispositif, sont : les établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche publics ou privés, dont l'activité s'inscrit dans la thématique identifiée d'intérêt majeur pour l'Île-de-France (associations, fondations, etc.).

2.2. Projets

Sont éligibles les programmes et projets de recherche sur des thématiques à forts enjeux scientifiques et/ou aux impacts sociétaux ou économiques pour la Région, notamment sous forme de :

- **domaines de recherche et d'innovation majeurs** : programmes de recherche sur des thématiques d'intérêt majeur pour la Région et portés par des réseaux de recherche structurants associant des équipes de recherche et des acteurs économiques,
- **questions d'intérêt majeur** : projets de recherche portés par une équipe ou des équipes dirigées par des scientifiques renommés sur une thématique identifiée par la Région, dans un objectif de mobilisation des chercheurs autour de cette thématique et/ou de diffusion des résultats de la recherche auprès des franciliens.

2.3. Dépenses :

Le financement régional peut prendre en compte les dépenses suivantes :

- Les dépenses en fonctionnement liées à l'animation et à la coordination du réseau ou du programme de recherche, ainsi qu'à leur gestion par l'organisme gestionnaire :
 - frais liés à l'animation du réseau ou du programme de recherche (ateliers, colloques, sessions de formation, écoles d'été, forums d'emploi, réunions de travail, actions d'accompagnement de l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs du réseau et/ou de mise en relation avec les partenaires socio-économiques ...),
 - frais liés au fonctionnement de la gouvernance du réseau (organisation des conseils scientifiques et d'administration, frais d'expertises...),
 - frais liés à la communication et aux actions de diffusion des résultats de la recherche auprès de la communauté scientifique et du grand public,
 - gestion administrative et financière par l'organisme gestionnaire, et notamment les frais de personnel, y compris les stagiaires et apprentis concernés par les obligations de recrutement fixés par la Région.

Les dépenses d'animation et de coordination sont éligibles à compter du 1er janvier de l'année du programme financé, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

- Les dépenses liées à la réalisation des projets de recherche dans le cadre des programmes de recherche soutenus :

En fonctionnement :

- coûts de personnel de recherche, dont : les salaires de doctorants, post-doctorants, ingénieurs de recherche, ingénieurs d'étude, techniciens, chercheurs - porteurs des chaires, incluant la totalité des cotisations sociales et l'indemnité de perte d'emploi éventuelle ainsi que les actions destinées à améliorer les conditions de réalisation du travail de recherche (frais de formation, participation à des colloques, frais de déplacements, publication de la thèse, etc.),
- rémunération des stagiaires et apprentis concernés par les obligations de recrutement fixés par la Région,
- dépenses liées à l'organisation de séminaires, conférences, colloques et/ou formations,
- dépenses liées aux actions de diffusion des résultats de la recherche auprès de la communauté scientifique et du grand public (dont la création du contenu multimédia),
- dépenses de réalisation du projet en fonctionnement : consommables de laboratoire en lien avec le projet de recherche, frais de licences/brevets, frais de mission des chercheurs franciliens impliqués dans les projets financés, sous-traitance, par exemple prestations intellectuelles d'accompagnement au montage de projets européens ou prestations ponctuelles rémunérées par le biais de vacation.

Ne sont pas éligibles les salaires des personnels de recherche permanents en CDI ainsi que les frais de fonctionnement récurrents des laboratoires de recherche (loyers et charges, fluides, consommables et fournitures administratives et de secrétariat...).

En investissement :

- les équipements scientifiques, plateformes mutualisées et outils collaboratifs (dépenses d'investissements amortissables).

3. Modalités de calcul de l'aide :

En fonctionnement,

L'aide régionale pourra couvrir jusqu'à 100% des dépenses éligibles nécessaires à la réalisation des programmes de recherche soutenus.

Les frais de gestion administrative et financière supportés par l'organisme gestionnaire sont plafonnés à 8% du montant de la subvention régionale attribuée en fonctionnement.

Les montants des subventions en fonctionnement sont calculés à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque le bénéficiaire subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), les montants des subventions sont calculés à partir des dépenses « TVA incluse ».

En investissement,

Le taux maximum d'intervention régionale est de 66%.

Il pourra, pour des projets relevant des sciences humaines et sociales, dont le coût total est supérieur à 200 000€, aller jusqu'à 100% du montant HT du projet.

4. Modalités de suivi et d'évaluation

Les programmes de recherche pourront être sélectionnés via des appels à projets (appel à propositions, appel à manifestation d'intérêt) qui définiront leurs modalités d'instruction et d'évaluation.

Un jury de sélection constitué d'experts choisis en raison de leurs compétences scientifiques ou techniques pourra être mis en place en vue d'évaluer la qualité des dossiers et de les sélectionner. Les membres du Conseil Scientifique Régional pourront être sollicités pour toute expertise ou présence au jury, notamment pour la présidence desdits jurys.

Les programmes de recherche seront présentés pour décision d'attribution d'une subvention régionale en commission permanente du conseil régional.

Pour les domaines de recherche et d'innovation majeurs, le soutien régional est soumis à l'approbation de la commission permanente du conseil régional annuellement, sur la base d'un programme de recherche contenant des axes scientifiques et les montants de financement attribués en fonctionnement et, le cas échéant, en investissement.

L'attribution d'une subvention fait l'objet d'une convention entre la Région et l'organisme gestionnaire, elle précise l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée, les modalités d'identification des projets de recherche et actions financées, obligations de l'organisme gestionnaire et, le cas échéant, les instances de gouvernance du programme de recherche, modalités de dissémination des résultats auprès du grand public. Le fonctionnement par appel à projets ouvert doit constituer la modalité principale d'identification des projets et actions portées et financées dans le cadre du domaine de recherche et d'innovation majeur.

Des indicateurs pertinents de mesure et d'évaluation sont spécifiés dans la convention afin de mesurer l'impact du programme de recherche soutenu.

Le conseil scientifique régional pourra évaluer à mi-parcours les programmes de recherche sélectionnés pour le financement sur plusieurs années.